

## Le système de crédit social de la Chine a privé des millions de personnes de voyage en 2018

Jacob Banas

<https://futurism.com/china-social-credit-system-barred-traveling-2018/amp/>



### Ne passez pas par la case départ

Vos bagages sont prêts, vos chambres sont réservées, vous êtes prêts pour vos vacances ; il n'y a qu'un seul problème, le gouvernement a annulé vos billets.

Dès 2014, la Chine a commencé à conceptualiser un système de crédit social (SCS), un peu comme un système de notation du comportement des citoyens qui verrait les comportements jugés bons pour la société récompensés par des privilèges et les mauvais sanctionnés par un mauvais score et une perte de privilèges. Depuis, la Chine s'efforce de mettre à l'essai sa nouvelle méthode de gestion de la population et procède lentement à la conscription des citoyens dans le système. Or, un nouveau rapport publié par l'Associated Press estime que des millions de voyageurs potentiels ont vu leurs projets annulés en raison du SCS en 2018.

### Privé de sortie

Selon le rapport publié par l'Associated Press, jusqu'à 17,5 millions d'achats de billets ont été bloqués l'an dernier pour des « délits de crédit social » tels que impôts ou amendes impayés. Jusqu'à 5,5 millions d'autres voyageurs potentiels se sont vu interdire l'achat de billets de train et, selon un rapport annuel du Centre national d'information sur le crédit public, on compte jusqu'à 138 personnes ayant été empêchées de quitter le pays.

Le parti au pouvoir espère généraliser le système au sein de la nation d'ici 2020. Cependant, la manière dont le système sera appliqué n'est pas encore tout à fait claire, qu'est-ce qui sera pénalisé dans le cadre du SCS et quelles pénalités pourrait-il y avoir dans le cas d'un « mauvais crédit social » ; les infractions sanctionnées l'année dernière sont de toutes sortes : de la publicité mensongère aux délits liés à la drogue. En plus des restrictions de voyage, les entreprises évincées des bonnes

grâces de la nation peuvent perdre des contrats gouvernementaux, des prêts bancaires et être empêchées d'importer des marchandises. Les employés peuvent être empêchés de représenter des entreprises ou d'occuper des postes à haute responsabilité, une sanction qui a été appliquée 290 000 fois l'an dernier.

## **Difficultés techniques**

Le SCS n'est qu'un volet de la façon dont le gouvernement du président Xi Jinping prévoit d'utiliser la technologie et les systèmes de données pour surveiller et contrôler ses citoyens. Dans le cadre d'une stratégie sur dix ans connue sous le nom de projet Golden Shield, de nouvelles technologies de surveillance sont constamment déployées et comprennent notamment des lunettes avec des capacités de reconnaissance faciale pour le maintien de l'ordre public, des logiciels de reconnaissance de la démarche, ainsi que des programmes de surveillance de productivité si efficaces que les employés sont convaincus que leurs employeurs peuvent lire dans leurs pensées.

Bien que le système soit, comme l'a dit le vice-président Mike Pence, « un système orwellien fondé sur le contrôle de pratiquement tous les aspects de la vie humaine, » il semble que le système puisse accomplir ce pour quoi il a été conçu.

Depuis son lancement, selon le Centre national d'information sur le crédit public, le système a contraint 3,5 millions de personnes à « s'acquitter volontairement de leurs obligations légales », comme le paiement d'amendes en retard. Cela comprend 37 personnes qui ont payé un total de 150 millions de yuans (22 millions de dollars) d'amendes en retard.

Qu'il fonctionne ou non, un tel système a des retombées très préoccupantes sur la division par classe de la société chinoise et laisse peu de place à l'erreur. Comme le suggère un slogan souvent répété dans les médias officiels chinois : « Une fois que vous n'êtes plus digne de confiance, vous serez confronté partout à des restrictions. »